

Que cette « crise sanitaire » engendre un surcroît de débats et d'écrits sur les rapports des hommes à leur condition d'être vivants ne saurait surprendre. Parmi les innombrables théoriciens et les analystes actuels du système médical, de ses contradictions, de ses avantages et de ses menaces, il en est un, plus ancien et dont on ne parle plus : Ivan Illich. Ayant été proche de l'auteur de *Némésis médicale, l'expropriation de la santé*, David Cayley, dans un article récent<sup>1</sup> cherche à montrer l'actualité des thèses d'Illich sur les aspects funestes et mystificateurs des technosciences médicales contemporaines. Il rappelle les dimensions religieuses qu'Illich attribuait à la science, conduisant à des individus dépossédés de leur jugement et à une société « prise d'hallucinations au sujet de la science » ; de la science et donc des scientifiques qui imposent leur savoir aux populations à travers des « institutions » aux mains des corps professionnels.

Comme il l'avait fait pour sa critique de la scolarisation de la société (cf. *Deschooling society*, mal traduit en français par *Une société sans école*) où il désignait « l'institution scolaire » et ses professionnels comme des obstacles aux apprentissages authentiques, Illich dénonce l'appropriation par les professionnels de la santé des capacités naturelles de tous à trouver les voies de la guérison.

Partisan de la décroissance, de l'utilisation des technologies douces et des ressources locales, il se disait proche de Charbonneau et d'Ellul. En matière de politique de santé non soumise au monopole des savoirs professionnels et de leur « système », il admirait la campagne des « médecins aux pieds nus », pendant la révolution culturelle chinoise ; ces paysans formés en quelques mois qui pratiquaient la médecine traditionnelle et quelques bases de médecine « occidentale ». De la même manière, dans les montagnes d'Amérique latine, il a favorisé la conception d'un « mulet mécanique », moteur très simple monté sur roues, outil polyvalent et non dépendant des monopoles industriels du machinisme agricole.

Aussi novatrices qu'elles aient pu être dans leur époque, les thèses d'Illich étaient déjà obliées par deux présupposés d'ordre, si ce n'est métaphysique, du moins spéculatif : l'un théologique qui fait de l'homme une créature de Dieu et l'autre économique qui laisse au marché la libre circulation des capitaux. David Cayley reconnaît le premier présupposé, mais il semble ne pas percevoir son influence sur la conception illichienne de la Vie. L'homme être de finitude, certes, mais face au Covid-19 conviendrait-il de suivre le précepte d'Illich : celui de faire avec, d'accompagner la pandémie quelles qu'en soient les conséquences... comme il a accompagné la tumeur qui l'a emporté en s'abstenant de toute intervention thérapeutique ?

Il y a là un point aveugle de la démonstration que développe Cayley sous nos yeux, trop enclin à voir en Illich un guide pour le temps présent ; comme si les « institutions » que

dénonçaient Illich étaient encore ce qu'elles étaient dans l'Europe et le monde des années soixante.

Aujourd'hui l'utopie d'Illich devient dystopie. Ainsi, dans les actuelles discutalleries sur l'hydroxychloroquine et sur Raoult, tout semble se passer **comme** si la vision d'Illich sur l'appropriation des savoirs par tous et chacun, se réalisait... mais se réalisait **comme** funeste farce. Pas un **commentateur**, pas un **internaute** qui ne fasse valoir sa science sur les virus et ne la distribue au monde entier, là une critique d'une publication de chercheur en virologie, ici un avis tranché sur les propos méthodologiques du Professeur Raoult...

Il faut dire que « la science » donne parfois le bâton pour se faire battre **comme** l'admet, contrit, Laurent Joffrin dans son éditorial du 30 mai de *Libération* et **comme** le sociologue Laurent Mucchielli, directeur de recherche au CNRS le développe dans un article pour *Mediapart*<sup>2</sup>.

Après avoir critiqué la méthode de l'article du *Lancet*, Mucchielli cite Richard Hurton qui a été son rédacteur en chef pendant 25 ans. Voilà ce qu'il a écrit [dans le Lancet d'avril 2015](#) : « une grande partie de la littérature scientifique, peut-être la moitié, est peut-être tout simplement fausse. Affligée par des études portant sur des échantillons de petite taille, des effets minuscules, des analyses exploratoires non valables et des conflits d'**intérêts** flagrants, ainsi que par une obsession à poursuivre des tendances à la mode d'importance douteuse, la science a pris un virage vers l'obscurité. (...) L'endémicité apparente des mauvais **comportements** en matière de recherche est alarmante. Dans leur quête d'une histoire convaincante, les scientifiques sculptent trop souvent les données pour qu'elles correspondent à leur théorie du monde préférée. Ou bien ils modifient leurs hypothèses pour les adapter à leurs données. Les rédacteurs en chef des revues scientifiques méritent eux aussi leur part de critiques. Nous aidons et encourageons les pires **comportements**. Notre acceptation du facteur d'impact alimente une **compétition** malsaine pour gagner une place dans quelques revues sélectionnées. Notre amour de la "signification" pollue la littérature avec de nombreuses fables statistiques. Nous rejetons les confirmations importantes. Les revues ne sont pas les seuls mécréants. Les universités sont dans une lutte perpétuelle pour l'argent et le talent, des points d'arrivée qui favorisent des mesures réductrices, **comme** la publication à fort impact. Les procédures d'évaluation nationales, telles que le cadre d'excellence pour la recherche, encouragent les mauvaises pratiques. Et les scientifiques, y **compris** leurs plus hauts responsables, ne font pas grand-chose pour modifier une culture de la recherche qui frôle parfois l'**inconduite** ».

Au demeurant, l'histoire de la production éditoriale du *Lancet* a été marquée par plusieurs graves controverses et scandales ces **dernières** années (ainsi que le rappelle Patrick

Champagnac, ancien de France 3, sur sa page Facebook<sup>3</sup>).

Six ans plus tôt, c'était la rédactrice en chef historique du *New England Journal of Medicine* (l'autre revue médicale la plus prestigieuse du monde), Marcia Angell (professeur de médecine à la *Harvard Medical School* de Boston) qui, dans un article du *New York Review of Books*<sup>4</sup> intitulé « Drug Companies & Doctors: A Story of Corruption », passait en revue une série d'affaires de compromission de médecins avec les industries pharmaceutiques, conduisant parfois à d'énormes scandales sanitaires. Elle concluait son article en écrivant : « Des conflits d'intérêts et des préjugés similaires existent dans pratiquement tous les domaines de la médecine, en particulier ceux qui dépendent fortement de médicaments ou de dispositifs. Il n'est tout simplement plus possible de croire une grande partie de la recherche clinique publiée ou de s'appuyer sur le jugement de médecins de confiance ou sur des directives médicales faisant autorité. Je ne prends aucun plaisir à cette conclusion, que j'atteins lentement et à contrecœur au cours de mes deux décennies en tant qu'éditeur au *New England Journal of Medicine* ».

- Pour Barbara Stiegler dans *Libération* du 29 mai, l'accentuation du télétravail qui s'annonce après l'expérience que constitue son extension pendant la crise sanitaire, ainsi que la décision de faire redémarrer les universités à la rentrée sans présence en cours, confirment une tendance lourde entamée avec la pratique de l'hospitalisation en ambulatoire. Sa critique est toutefois limitée par deux présupposés. Le premier est d'ordre méthodologique puisqu'il consiste à poser l'État en dehors des rapports sociaux (de la société) comme si il leur (lui) était extérieur et les réformes qu'il initie comme produisant un face à face antagonique et inégal entre le pouvoir et les dominés. Or la crainte de l'hospitalisation de la part des patients est souvent réelle et le développement de la pratique ambulatoire remplit les deux objectifs attendus par les deux parties : réduction des dépenses publiques et angoisse diminuée du patient ; il en est de même pour le travail où ne comprenant pas la dépendance réciproque entre capital et travail Stiegler ne la voit que dans l'antagonisme. Or, le télétravail qui certes tend à faire disparaître le temps de travail objectif et ses limites, de l'avis de nombreux télétravailleurs, fournit aussi sa dose « d'autonomie » s'il n'est pas exclusif, mais complémentaire. Son second présupposé est plus d'ordre subjectif. En effet, quand elle dit très justement qu'il ne faut pas penser abstraitement « l'après » sans référence aux luttes qui ont précédé la crise sanitaire, elle ne peut s'empêcher de faire comme si le mouvement des retraites, par exemple, avait permis de se poser la question d'une autre façon de travailler, d'enseigner, de soigner et qu'il suffirait de s'approprier cela en passant à l'acte à travers l'opportunité du coronavirus. Sur ce présupposé, elle ne peut que s'étonner de la passivité des anciens protagonistes des luttes de ces deux dernières années, alors que comme elle le fait remarquer, « à Hong-Kong la lutte a déjà repris ». Elle en

reporte donc la faute sur la gauche, les syndicats et les intellectuels qui n'auraient pas joué leur rôle en ne prenant pas parti contre la « distanciation sociale ». Elle ne perçoit pas le rapport entre le manque d'autonomie de la lutte sur les réformes (par rapport à l'État, par rapport aux syndicats) et l'acceptation sans broncher des mesures de confinement et du maintien de la « distanciation sociale » même après le confinement qui amène les enseignants à repousser le plus possible l'ouverture des écoles, les libraires l'ouverture des librairies<sup>5</sup>, la CGT la réouverture des usines, etc.

- Dans leur article de *Mediapart* du 28 mai : « La folle histoire du laboratoire P4 de Wuhan », Karl Laske et Jacques Massey reviennent sur le laboratoire de haute sécurité (P4) de l'institut de virologie de Wuhan conçu par la France sur le modèle du P4 de Lyon de Mérieux, en dépit des objections de l'administration dès 2004 au moment de la signature de l'accord<sup>6</sup>. Depuis son inauguration en 2017, Paris ne disposait plus d'aucun contrôle sur la gestion de l'installation, et la coopération prévue a été stoppée. Pourtant le premier ministre de l'époque, Bernard Cazeneuve déclarait alors à Wuhan, le 23 février 2017 : « Mesdames, Messieurs, ce laboratoire que nous avons bâti ensemble sera un fer de lance de notre lutte contre les maladies émergentes. Il accroîtra considérablement la capacité de la Chine à conduire des recherches de pointe et à réagir efficacement à l'apparition de maladies infectieuses qui menacent les populations de l'ensemble du globe ». Du résultat de cette enquête *Mediapart*, il ressort que la course aux armements biologiques se poursuit dans les laboratoires y compris dans les pays où il n'y a pas de séparation entre civil et militaire. Mais cela ne veut pas dire que des laboratoires purement civils ne puissent aussi s'échapper des virus ou bactéries manipulés sans précaution et stockés sans protocoles stricts de sécurité.

- Durant cette crise sanitaire, la question du rapport croissance économique/sécurité sanitaire a pesé lourd dans la décision des gouvernements de suivre une politique de confinement ou une politique dite « d'immunité de groupe ». En réaction au faible taux de mortalité supposé du Coronavirus parmi la population des actifs, certains pays comme le Royaume-Uni, les Pays-Bas, et dans un premier temps la France, ont pu penser qu'il était plus rentable de laisser poursuivre l'activité économique si on pouvait maîtriser la gestion hospitalière. Mais la réalité de l'épidémie et ses conséquences aussi bien sociales, que politiques et économiques ont fini de les faire changer d'avis et les ont contraints à opter pour le confinement.

Il n'empêche que cette question de la rentabilité des systèmes de santé se pose pour tous les pouvoirs en place. Pour l'évaluer, des indices ont été jugés opérationnels, comme aujourd'hui l'indice QALY (*Quality Adjusted Life Year* ou année de vie pondérée par la qualité) qui est un des plus utilisés à travers le monde. Il vise à évaluer si appliquer un traitement sur un patient

est « rentable » au vu du nombre d'années de vie en bonne santé qu'il pourrait lui faire gagner. Cette variable statistique est appréciée par les gestionnaires de santé publique, car elle permet d'intégrer la notion d'utilité, c'est-à-dire une année de vie en parfaite santé, plutôt que celle seulement de la productivité que l'on fait gagner au patient. La nuance reste ténue, au moins pour les actifs, car une année de vie en bonne santé implique implicitement une meilleure productivité. Mais au-delà de cette question, le QALY est surtout utilisé pour déterminer le prix que la collectivité est prête à payer pour tel ou tel traitement. Par exemple au Royaume-Uni, le service de santé national (NHS) a limité ses dépenses de santé à 30 000 £/QALY maximum. C'est-à-dire qu'on estime qu'il n'est pas rentable de dépenser plus de 30 000 £ pour une intervention thérapeutique et ses à-côtés (hospitalisation, traitement, opération, soin, etc.) puisqu'elle ne permettrait pas d'espérer plus que le gain d'une année de vie en parfaite santé pour le patient. Si l'exemple du Royaume-Uni est souvent cité, c'est que depuis 1990 le NHS a adopté le système QALY pour évaluer son système de santé et qu'il communique officiellement sur le sujet. En France, le système d'évaluation reste plus opaque et les décideurs publics ne communiquent pas sur le prix qu'ils sont prêts à payer par QALY. Il n'empêche que les critères d'évaluation restent les mêmes et que la Haute Autorité de Santé (HAS) désigne le QALY comme le critère à privilégier pour déterminer le rapport « coût-utilité » d'un traitement<sup>7</sup>. Dans la continuité du QALY, un second indice a été développé à partir des années 1990 par les économistes de la santé pour affiner leurs calculs de rentabilité : Le DALY (*Disability Adjusted Life Years* ou « année de vie ajustée sur l'incapacité »). Il mesure les années de vie en bonne santé perdues en cas de maladie ou d'accident. C'est une échelle qui a pour but de déterminer l'impact négatif sur la santé en termes de perte d'année de pleine capacité. Elle fonctionne à l'inverse du QALY, c'est-à-dire qu'une année de vie en parfaite santé équivaut à 0, tandis que l'année où l'on meurt correspond à un DALY de 1. Suite à une maladie, cet indice fait la synthèse entre les années de vie perdues liées à une mort précoce et les années de vie passée avec un handicap. Le DALY est un système largement utilisé par l'OMS pour définir la gravité que peut représenter une maladie pour une population. Cet indice est surtout utilisé sous forme d'agrégat à l'échelle d'une population. Par exemple, les maladies cardiovasculaires ont fait « perdre » (coûté) 858 000 DALY à la population française en 2004. Il permet surtout de déterminer si les mesures de santé publique ou le traitement d'une maladie sont considérés comme efficaces au vu de leur prix. Selon les critères de l'OMS, si une mesure de santé publique (vaccin, confinement, campagne d'information, de prévention, achat de masques) ou un traitement (chirurgical ou médicamenteux) coûte moins cher que le PIB par habitant du pays par DALY qu'il permet de « gagner » (soustraire), alors il est considéré comme efficace. S'il coûte plus de trois fois le PIB par habitant, il est considéré comme inefficace, indépendamment de son efficacité réelle. En 2019, le PIB par habitant en France était de

32 900 €. Dépenser 10 milliards d'€ pour diviser par deux les conséquences des maladies cardiovasculaires serait donc considéré **comme** rentable. Avant tout, cette méthode de calcul permet de déterminer quelles dépenses le fonctionnaire public chargé d'appliquer une politique d'austérité va rogner en premier : celle qui diminue le moins le nombre de DALY.

Prenons l'exemple du dépistage de l'ensemble d'une population à l'aide de tests PCR. Il a été annoncé que le test coûtait 135 €. S'il était utilisé pour dépister l'ensemble de la population française, cela coûterait 8,7 milliards d'€. Pour que ce choix s'avère « rentable » en termes d'évaluation de santé publique, il faudrait donc qu'il permette de gagner presque 264 500 DALY (soit 4 DALY pour **1000** habitants). Or, c'est loin d'être le cas. À titre de **comparaison**, l'ensemble des maladies **infectieuses** génère « seulement » 194 000 DALY (soit 2,9 DALY pour **1000** habitants). Pour **comparaison**, et selon la Cour des **comptes**, s'il n'y avait plus aucun accident de la route en France, cela permettrait de gagner 184 000 DALY (2,8 DALY/1 000 habitants). De plus, la généralisation du dépistage du COVID en elle-même n'aurait aucun impact sur le DALY. Elle permettrait en revanche la prise en charge des patients **infectés** et donc la limitation de la propagation de la **maladie**. Alors que l'utilisation massive de tests serait utile pour endiguer la pandémie, les critères d'évaluation actuels des politiques de santé publique ne permettent pas de l'envisager, le test étant jugé non rentable. C'est ce qui expliquerait, au-delà du manque de matériel médical, la non-mise en place d'une stratégie de dépistage massif. D'une manière générale cette extrême quantification est liée au développement/généralisation de la « médecine **industrielle** » théorisée par des économistes **comme** Claude Le Pen, pour laquelle toute procédure de **soin** se voit standardisée et rationalisée. Elle est ensuite appliquée scrupuleusement par le personnel soignant réduit au rôle d'exécutant, la réflexion devenant le domaine réservé de l'expert se basant sur les **indices** et les modèles préalablement établis pour établir les protocoles à suivre. Avec la généralisation de ce modèle, le but principal n'est plus de soigner un patient, mais de produire un protocole de **soin** pour traiter une **maladie** en général<sup>8</sup>. La quantification statistique de la santé permettant sa rationalisation économique ne modélise absolument pas la réalité, mais cela n'a aucune importance. L'important c'est que le modèle soit suffisamment crédible pour permette d'affirmer publiquement que la rentabilité a été améliorée et permette ainsi aux financements de continuer à arriver. Qu'importe que ce soit vrai ou non tant que l'**indice** statistique démontre que la rentabilité s'améliore, même si dans les faits ce n'est pas le cas. En effet, malgré toutes ces réformes visant à l'améliorer, 40 % des hôpitaux et 30 % des cliniques privées restent en déficit (*ibid.*).

Rose-Marie van Lerberghe, ancienne directrice de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris (2002-2006) estime pour sa part, mais cela n'**in**firmes pas ce qui précède, que c'est l'opacité générale des dépenses qui est en cause. Ainsi, le plus souvent c'est la tarification à la tâche

(T2A) qui est clouée au pilori **comme** signe de la marchandisation de la santé alors que, d'après elle, cela masque l'obsession de contenir les dépenses de santé à l'**intérieur** de l'objectif national de dépense d'assurance maladie (Ondam), alors que le vieillissement et les maladies chroniques **vont** croissants. Le T2A ne ferait que tenter de réguler le rapport prix/volume dans un cadre où le premier terme baisse parce que l'assurance maladie rembourse moins et le second augmente pour rééquilibrer l'ensemble. C'est l'approche médico-économique qui est mise en échec sans que, jusqu'à maintenant, une enveloppe budgétaire **comprimée** pour des raisons de dépense publique générale en baisse ne puisse s'y substituer. Clairement, la santé n'était plus depuis longtemps une priorité.

## **Interlude**

- Effet pervers du politiquement correct ou l'arrosee arrosé : depuis une semaine, une quinzaine de militants LGBT et activistes de la lutte contre le sida ont vu leurs **comptes** *Twitter* et *Facebook* suspendus à cause de l'emploi du mot « pédé » dans leurs publications (*Libération*, le 28 mai).

- *Libération* (25 mai) dévoile un projet de transformation de l'Hôtel-**Dieu** de Paris en galerie marchande. Sur le modèle de ce qui s'est fait à Lyon ? Les décideurs parisiens n'ont-ils pas entendu parler du sort réservé à ce nouveau « temple du capitalisme », appellation **in**contrôlée qui lui a été décernée par les manifestants lyonnais depuis un an et conduisant la Préfecture à détourner depuis toute manifestation pour éviter les jets d'objets divers et variés à son encontre ?

- Trump fait taxer les produits chinois importés... or ce ne sont pas les chinois qui paient les droits de douane, mais les entreprises américaines qui importent des produits semi-finis qui leur sont nécessaires (*Libération*, le 26 mai).

- Pour les élèves retoqués de l'école, parce que « non prioritaires », Blanquer **in**vente un nouveau sigle magique : les 2S2C (sport/santé et civisme/culture). Pour filer la métaphore, la coexistence du deuxième couple risque d'être « sportive ».

- Pedro Sanchez a osé négocier avec le petit groupe de 5 députés d'extrême gauche basque un donnant-donnant : abstention de ce groupe pour le vote sur la continuation de l'état d'alerte contre abrogation de la loi sur la flexibilité du travail. Réaction : un patronat et des syndicats ouvriers furieux d'avoir été court-circuités, alors qu'ils étaient en négociation et qu'en plus cette **in**itiative risque d'**in**commoder l'UE pour le plan de mutualisation de la dette (*Libération*, le 26 mai).

- En début de semaine, le maire PCF de Grigny (Essonne) a porté plainte suite à un match de football ayant réuni 300 personnes au stade local. Ainsi, des villes qui, en temps normal, voient leurs bandes aller à la baston, ont dû apprécier le match de l'amitié Corbeil-Grigny à cette occasion. *Aujourd'hui en France* (28 mai) qui a mené une enquête sur le sujet fait état de nombreux matchs « sauvages » en Île-de-France, surtout depuis le 11 mai, La police aurait reçu l'ordre de ne pas intervenir à partir du moment où ne lui étaient pas signalés d'incidents.

- Magdalena Anderson, ministre des Finances de Suède déclare dans un entretien au journal *Le Monde* du 29 mai : « Je trouve très provoquant que des pays qui, de différentes manières depuis le début de la crise sanitaire, ont violé le marché intérieur en bloquant par exemple l'exportation d'équipements médicaux [*en mars, la France avait saisi 4 millions de masques à Lyon, appartenant à une multinationale suédoise, dont la moitié était destinée à l'Espagne et l'Italie, ce qui avait failli déclencher un incident diplomatique entre Stockholm et Paris*], nous parlent de solidarité.

- Édouard Philippe, au cours de son intervention jeudi soir 28 mai sur la seconde phase du déconfinement, s'est réfugié derrière les « décisions des ligues et fédérations » qui ont décidé, seules parmi les grandes fédérations européennes de football, d'arrêter précipitamment la saison indépendamment de l'évolution du virus ; quant à la Ligue 1, elle s'est abritée derrière l'interdit gouvernemental pour justifier sa décision (éditorial de Vincent Duluc, *L'Équipe*, le 29 mai). Match nul dirons-nous !

- On entend souvent dire que la politique économique de l'Allemagne est dictée par la peur historique d'une inflation qui aurait conduit indirectement Hitler au pouvoir. Or si cette inflation fut réelle au début des années 1920 et la tentative de putsch de la Brasserie de Munich de 1923 en fut en partie la conséquence, la période qui précéda l'arrivée d'Hitler au pouvoir fut au contraire celle d'une grande dépression avec une sévère déflation. On parle moins du fait que l'Allemagne a été marquée par un fait plus récent, la réunification qui l'a amené à assumer presque seule l'intégration de la partie Est de son territoire, l'UE intervenant surtout pour l'intégration de l'ex-bloc de l'Est de l'Europe.

S'il y a dans l'attitude allemande par rapport à la monnaie une part de rationalité : les ménages y sont moins endettés qu'en France 54,5 % du PIB contre 61,1 et moins propriétaires de leur logement 45 contre 62, ils sont plus épargnants 11,6 contre 8,4 (Italie : 2,5) ; elle contient aussi une part d'irrationalité car les actifs des ménages allemands ont augmenté de 4,3 % pendant la période récente de rachat de la dette par la BCE (politique

anti-conventionnelle dénoncée par la Cour de Karlsruhe, cf. Relevé V), alors qu'ils n'ont augmenté que de 3,7 entre 2004 et 2008 (*Les Échos*, le 26 mai).

- Le gouvernement prolonge le chômage partiel, mais en le rendant plus incitatif pour les patrons qui se voient mis à contribution à hauteur de 14 % des 84 % du salaire net versé par l'UNEDIC. Par contre il ne va pas jusqu'à remettre en cause la hiérarchie des salaires à travers sa prise en charge maintenue jusqu'à 4,5 fois le SMIC alors que tous les observateurs attendaient une baisse à 3,5 ou même à 2 (*Les Échos*, le 26 mai). Les mesures sont proches de ce que proposaient l'union patronale de la métallurgie et l'ensemble des syndicats de la branche, excepté la CGT.

Pourtant, dans l'ensemble le gouvernement continue sa politique de « distanciation sociale » envers les syndicats par une nouvelle ordonnance du 27 mai qui vise à raccourcir les prises de décision en période de crise sanitaire et éviter donc de les consulter pour chacune (*Le Monde*, le 29 mai). Les pratiques dérogatoires au droit du travail prises par ordonnances vont dans le même sens d'une urgence décrétée, comme celle qui vient d'être prise pour l'extension conjoncturelle du travail le dimanche au personnel administratif de l'assurance maladie.

- L'Espagne innove pour éviter la répétition de 2008. Nous avons parlé antérieurement de la proposition gouvernementale de « dette perpétuelle », puis du « revenu minimum vital » qui concernerait finalement 2,3 millions de personnes (800 000 familles en fait, proportionnellement à leur taille) et voici maintenant que suite à une menace de grève des loyers le 30 mars, Pablo Iglesias lance un moratoire sur les loyers ou une réduction de 50 % de son montant pour les personnes en difficulté, auprès des grands propriétaires immobiliers (plus de dix biens) dont seuls 30 % auraient déjà signés ; et il invite aussi les petits propriétaires à négocier avec leurs locataires (*Le Monde*, 27 mai). Pendant ce temps, les salariés de Nissan-Barcelone et leurs soutiens ont manifesté devant l'usine contre la fermeture annoncée et brûlé des pneus (*Le Figaro* du 29 mai).

- En France, pour le mois d'avril, le nombre de personnes inscrites en catégorie A, c'est-à-dire n'ayant pas du tout travaillé le mois précédent, a enregistré une hausse historique de 843 000 personnes, soit + 22,6 % en un seul mois. En mars, la hausse en catégorie A, avait atteint 246 000 personnes (+7,1) « Sur trois mois, 1 065 200 demandeurs d'emploi supplémentaires sont enregistrés dans cette catégorie », note la Dares, l'institut statistique du ministère. Cette hausse brutale et inédite s'explique en partie par l'effondrement du nombre de personnes inscrites en catégorie B et C (qui ont travaillé respectivement moins de 78 heures, et plus de 78 heures durant le mois précédent) : ils sont 633 600 de moins en avril qu'en mars. « Ainsi, trois quarts de la hausse du nombre de demandeurs d'emploi en

catégorie A observée ce mois-ci est alimentée par des personnes inscrites en catégories B et C en mars », explique la Dares. Dit autrement : les petits boulots ont massivement disparu au mois d'avril (R. Godin et D. Israël, *Mediapart*, 28 mai).

Plus concrètement encore, des travailleurs de l'événementiel (maître d'hôtel, cuisiniers, serveurs, conducteurs) à l'arrêt complet depuis le confinement, ont manifesté à Cannes le 26 mai (*Aujourd'hui en France*, le 28 mai). De plus, ils sont menacés par le nouveau calcul des droits qui concerne aussi les intermittents du spectacle, autres « invisibles » du confinement.

- Il y a certes un début de reprise de la consommation, mais cela semble plus être le fait d'un rattrapage que dû à une frénésie compensatrice. L'incertitude sur l'emploi, mais aussi sur les vacances ne pousse pas à « manger » immédiatement les économies qui auraient pu être faites pendant le confinement. En effet, les embauches sont encore rares et concernent beaucoup plus que d'ordinaire un travail précaire là aussi de rattrapage et qui n'a donc pas vocation à se pérenniser.

Fort de ces constatations, le Medef compte proposer un mixage de relance par l'offre (baisse des impôts sur la production, report de charges ou même exonération pour l'embauche au premier CDI) et de relance par la demande (écochèques, aide à l'emploi même en sous-activité) avec l'accent mis sur l'embauche des jeunes. À noter que personne ne parle de réaliser ce dernier objectif sous la forme des brulots que constituèrent le contrat d'insertion professionnelle (CIP) en 1994 et le contrat premier emploi (CPE) en 2006. C'est l'apprentissage en alternance qui sera privilégié avec une prime à l'embauche pour l'employeur (entretien de Muriel Pénicaud, ministre du Travail au *Figaro* du 29 mai). Cela n'empêche toutefois pas des économistes orthodoxes comme Cahuc et Zylberberg (*Les Échos*, le 29 mai) de reposer la question de l'inégalité de situation entre *insiders* (favorisés d'après eux par leur position acquise et leur statut) et *outsiders* (entrants sur le marché du travail) dans la mesure où ni les patrons ni l'administration ne veulent que les seconds n'entrent sur le marché du travail dans les conditions des premiers.

Mais pour le moment, l'essentiel pour le patronat, semble être de recréer la confiance à chaque bout de la chaîne (capital et travail ; production et consommation) avec une croix tirée sur l'orthodoxie budgétaire (*Les Échos* du 29 mai). Du Keynes libéral où il faut que l'épargne accumulée<sup>9</sup> se transforme en investissement et consommation sans toucher aux salaires.

Les planètes peuvent s'aligner temporairement pour les gouvernements si on pense que l'austérité ne sera pas acceptable par les opinions publiques et qu'elle n'est pas efficace pour relancer l'économie... sauf si un forçage d'une fraction du patronat sur la

productivité/**comp**étitivité avant tout venait à s'imposer.

- En contrepartie du plan d'aide à Renault<sup>10</sup> le gouvernement a obtenu que la fabrication des futurs moteurs électriques de l'alliance entre les trois constructeurs du groupe, revienne à l'usine de Cléon alors que c'est une localisation en Chine qui était prévue. La stratégie du groupe passe par un découplage des territoires de marché (Renault a l'Europe, l'Amérique du Sud et le Maghreb), mais avec une tendance à la normalisation/unification de la RD et des plateformes **com**munes (de 8 elles ne seront plus que 4) sur le modèle *leader-follower*. Renault l'est par exemple sur le Kangoo et le sera sur la voiture connectée, sauf pour la Chine, et l'électronique (*Le Monde*, le 28 mai), Nissan sur la voiture autonome, Mitsubishi sur les hybrides. Il ne s'agit plus de faire du volume, mais de réduire les coûts fixes avec **com**me objectif d'abaisser le « point mort<sup>11</sup> » et de voir venir en étant capable de répondre à une nouvelle hausse de la demande si elle se produit

« C'est une méthode différente de ce qui se faisait sous Carlos Ghosn où tout était imposé pour tous d'en haut. Il n'y a plus de Gosplan mais la mise en **com**mun d'une grande boîte à outils [le petit Deleuze et Guattari illustré pour dirigeants, ndlr] explique l'un des cadres de l'Alliance. À cet aune l'usine de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne) doit apparaître **com**me un bien petit outil alors pourtant que le site a reçu en 2014 le trophée de l'économie circulaire pour son activité de *remanufacturing* réduisant l'impact environnemental (*Le Monde*, le 29 mai). Un transfert à Flins (à 50 kms) serait toutefois prévu.

Renault est à l'image de l'évolution du pays, laboratoire **in**dustriel et social pendant les années de la reconstruction puis la première phase de la société de consommation ; laboratoire des restructurations à partir de la **fin** des années 1980 avec la liquidation de la « forteresse ouvrière » de Boulogne-Billancourt et les délocalisations. En bout de piste, Renault n'est plus définie en France par ses unités de production — même là où il en existe encore, **com**me à Douai où l'usine tourne à 20 % de ses capacités, 50 % à Maubeuge et Sandouville —, mais par son technocentre de Guyancourt où se trouvent le plus grand nombre de salariés. L'**in**génierie et la conception, c'est ce qui reste de l'identité Renault liée à son histoire particulière depuis 1945 ; mais là aussi il est prévu le départ de 10 % du personnel.

Dans cette situation certains ont tendance à **com**prendre cette surcapacité **com**me étant une surproduction. Nous ne le pensons pas. La plupart des entreprises automobiles sont en surcapacité (la mondialisation a poussé à la course à la taille), mais en sous production pour maintenir des prix élevés en situation d'entente oligopolistique sur un marché déprimé. La concurrence ne s'y exerce pas par la **comp**étitivité-prix puisque ces **der**niers sont à peu près fixes par gammes, mais par les marges bénéficiaires d'où les délocalisations, par la capacité

à monter en gamme où les marges sont croissantes et par l'image de marque équivalente à une **compétitivité-qualité**.

- Le plan de relance européen de 750 milliards se fait théoriquement sur la base : « de chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins » (*Libération* du 28 mai) même si on peut douter de l'esprit par rapport à la lettre (le journal ne va pas jusqu'à citer Marx **comme** référence de citation) puisqu'il faudra en rembourser une partie, certes à très long terme. Il faudra attendre 2021 pour bénéficier de l'ensemble du prêt qui en valeur absolue bénéficie surtout à l'Espagne (170 milliards) et l'Italie (140) puis la France (39) dans l'ordre d'après *Le Figaro* du 28 mai. Mais en valeur relative par rapport au PIB, ces chiffres se dégonflent puisque sur les 27 pays l'Espagne n'est que huitième, l'Italie douzième et la France dix-huitième. Ce sont les Peco (pays de l'Est de l'Europe faisant partie de l'UE) qui arrivent dans le peloton de tête avec le Portugal. Ils ont pourtant moins été touchés par le virus, mais il s'agit d'un savant calcul politique de la part des pays à **l'initiative** du plan, de façon à s'attacher leurs voix pour contrer les quatre « frugaux » (G. Duval, *Alternatives économiques* n°402, **juin** 2020).

Mais dans tous les cas, il s'agit d'un plan de relance pour la croissance. Point. L'urgence est de **compenser** en termes de croissance ce qui est financé et non pas d'**initier**/impulser un autre modèle de croissance. Nous l'avons vu pour l'automobile où **comme** le disent ministre de l'Économie et journalistes, « il ne faut pas envoyer Renault dans le mur<sup>12</sup> » et pour ceux qui ont des Lettres politiques et historiques : « il ne faut pas désespérer Flins » (la plus « grosse » usine restante) ; il en va de même pour les **compagnies** aériennes où toutefois Air-France s'engagerait à fermer certaines lignes domestiques à moins de 2 h 30 de Paris en **train**, ce qui est le cas pour Bordeaux, Lyon, Nantes, mais pas pour Aix-Marseille, Nice et Toulouse (*Aujourd'hui en France* ; le 28 mai). Réseau Action Climat de Bordeaux a calculé que la suppression des trois liaisons avec Orly aurait un impact « **insignifiant** » sur les émissions de CO<sub>2</sub>. Il réclame la suppression pure et simple de tous les vols court-courriers et leur remplacement par le **train**, jugé « *plus propre* ». Même s'il roule grâce à une électricité d'origine nucléaire honnie des écologistes... (*Le Monde*, le 29 mai).

L'Allemagne nous suit avec le sauvetage de Lufthansa.

Les réaménagements pourraient bien n'être qu'à la marge. Dans le plan de relance européen la part prévue en direction des entreprises stratégiques évitera sans doute la mortifère concurrence **intra-européenne** qui régnait jusqu'à-là, mais il ne dit pas un mot sur la nature et l'**intérêt** de ces entreprises stratégiques. Tout juste a-t-on des premiers éclaircissements sur le financement, le plan prévoyant de recourir au maximum à des fonds propres tels ceux pouvant être obtenus par une taxation des GAFA, la taxe carbone aux frontières, la taxe sur

le plastique à usage unique et une taxe sur les transactions financières (*Les Échos*, le 28 mai).

*L'Espresso*, pour sa part, suggère un dénouement en deux phases, « dans la première, celle que nous sommes en train de vivre, la priorité sera d'aider les entreprises en difficulté pour éviter des pertes d'emplois immédiates. Mais dans une seconde phase, celle de la reconstruction proprement dite, il est probable que les prêts et les aides européennes seront soumis à des conditions précises liées à la transition écologique. » (*Courrier International*, 28 mai).

Un exemple de ces tendances contradictoires en provenance des États-Unis : « l'électricité produite à partir de sources d'énergies renouvelables pourrait dépasser cette année celle produite par les centrales à charbon », souligne le *New York Times*. Selon le dernier rapport de l'*Energy Information Administration*, les centrales à charbon ne devraient produire « que 19 % de l'électricité du pays, devancées pour la première fois par la production d'électricité nucléaire ainsi que celle issue des énergies renouvelables » (éolien, solaire, barrages hydroélectriques, énergie géothermique et biomasse). Le quotidien y voit une mini révolution « liée en partie à la pandémie de Covid-19 » et qui intervient alors même que, depuis trois ans, le gouvernement Trump « tente de raviver l'industrie du charbon ». Le *New York Times* souligne également que « depuis 2010, le coût de construction des grandes fermes éoliennes a baissé de 40 %, tandis que celui des installations solaires a chuté de 80 % ». Mais l'après-pandémie pourrait être porteuse de moins bonnes nouvelles : ces dernières semaines, le gouvernement Trump a poursuivi son entreprise de démantèlement des mesures de protection de l'environnement, rapporte le *Guardian*. Les agences fédérales américaines ont notamment assoupli les normes de consommation de carburant pour les voitures neuves (*Courrier International*, le 28 mai).

- Le paradoxe est qu'au moment où le plan de relance européen s'affiche comme solidaire, on discute beaucoup de l'attractivité des différents pays de l'UE par rapport aux investissements directs à l'étranger (IDE) et d'autant plus en France qui, juste avant la pandémie arrivait en tête du classement annuel en 2019 avec + 17 % d'IDE, l'Angleterre suivant de près, les autres étant très en arrière. Comme les observateurs estiment que cette attractivité post Covid-19 sera tributaire de la qualité des plans de relance nationaux on voit mal comment la solidarité affirmée ne pourrait pas se transformer en compétition sur le modèle du « monde d'avant ». D'un autre côté l'attractivité ne doit pas non plus conduire les entreprises à faire leur marché sur des entreprises affaiblies par la crise sanitaire. C'est dans cette optique que le gouvernement a prévu un contrôle accru sur l'entrée au capital d'entreprises françaises en délimitant des secteurs stratégiques où la part étrangère ne

pourrait pas dépasser 10 % du capital total.

Par contre dans le domaine de la santé, l'UE semble décidée à sortir du traitement régalien État par État qui a prévalu dans l'impréparation de ces derniers mois. Un fonds spécial de 9,5 milliards serait prévu (*Les Échos*, le 29 mai) contre 400 millions actuels afin que les errements nationalistes ne se reproduisent pas (cf. Interlude). Il s'agirait de « muscler la réserve stratégique » car la santé publique est devenue elle-même une « arme géostratégique », d'assurer les approvisionnements en produisant plus en Europe, mais apparemment on est encore loin du BARDA américain ni même de la loi américaine de 1983 qui visaient à orienter la R-D pharmaceutique pour ne pas laisser le champ libre à la main visible du marché que représente le Big Pharma qui ne s'oriente ni vers le traitement des maladies rares (non rentables) ni vers la production de médicaments bon marché pour les mêmes raisons.

*Temps critiques*, le 31 mai 2020

---

---

Le 1er juin 2020

Bonjour Jacques,

Un article paru ce matin dans le Financial Times complète utilement ce que tu as écrit sur le plan de relance européen : « L'Europe ne pourra pas construire un avenir fédéral à coups de tours de passe-passe ». L'auteur, Wolfgang Münchau (journaliste allemand très critique de l'orthodoxie économique de son pays), commence par dénoncer les annonces spectaculaires qui masquent la modestie de l'effort réel. Le volet prêts, par exemple, n'a aucune espèce d'importance puisqu'il y a aujourd'hui une offre abondante de prêts à faible taux dans le secteur privé. D'après les calculs de WM, la partie qui compte (subventions) s'élèverait à un peu plus de 400 milliards d'euros, dont 310 milliards sur quatre ans par le bais du fonds de relance, plus 11,5 milliards cette année. Si on divise 310 milliards d'euros par quatre, on obtient un effort budgétaire annuel d'environ 0,6 % du PIB de l'UE en 2019. C'est loin d'être négligeable, mais ceux qui pensent à un « moment hamiltonien » devront chercher ailleurs.

Par ailleurs, le plan comporte des mesures de c. 100 milliards d'euros pour financer les fonds

structurels, le changement climatique, l'agriculture, la protection civile et la santé, ce qui permet d'affecter une partie des fonds à l'Europe central et de l'Est. Donc, encore 0,4 % du PIB européen par an en 2021 puis en 2022.

Bref, on est loin du bazooka budgétaire. En plus, on n'en est qu'au stade de la proposition qui suppose l'accord des 27. Les chiffres en fin de parcours risquent d'être plus faibles. Le fonds de relance comporte également des conditions (priorités d'investissement de la Commission). Puis il y a les « frugaux » nordiques. Il est peu probable qu'ils y opposent leur veto, mais ils trouveront le moyen de réduire la facture globale, ou d'obtenir des remises pour eux. Or, dans ce cas, cela voudrait dire que les pays comme l'Italie ou l'Espagne devront verser davantage pour rembourser les avances, et cela réduira d'autant le bénéfice net qu'ils auraient pu tirer du plan.

Enfin, la hausse de la dépense européenne risque d'être compensée par une baisse des dépenses au niveau national. Il n'y aura pas de réédition des programmes d'austérité, mais les règles budgétaires européennes sont toujours en place, ce qui fait qu'on attendra un jour de la part des pays bénéficiaires qu'ils rééquilibrent leurs comptes.

Bien à toi,

Larry

1. - <https://lundi.am/Sur-la-pandemie-actuelle-d-apres-le-point-de-vue-d-lvan-Illich> [↔]
2. - <https://blogs.mediapart.fr/laurent-mucchielli/blog/260520/fin-de-partie-pour-l-hydroxychloroquine-une-escroquerie-intellectuelle>. [↔]
3. - <https://www.facebook.com/patrick.champagnac.7> [↔]
4. - <https://www.nybooks.com/articles/2009/01/15/drug-companies-doctors-a-story-of-corruption/> [↔]
5. - <https://www.ouest-france.fr/sante/virus/coronavirus/confinement/coronavirus-les-libraires-ne-veulent-pas-rouvrir-6786538> ; et <https://www.livreshebdo.fr/article/bruno-le-maire-reclame-un-accompagnement-specifique-pour-les-libraires> Dans son journal du confinement, la libraire rappelait : « Bruno Le Maire a allumé une mèche folle. Jeudi matin, sur France Inter, le ministre de l'Économie a dit qu'il réfléchissait à une réouverture des librairies. Aussitôt, on s'est échangé des centaines de mails : une levée de boucliers générale (disons à 99,9 % !) des libraires. Nous demandions qu'il n'y ait pas de concurrence déloyale des vendeurs en ligne, et donc que le livre ne soit pas considéré comme un produit de première nécessité. Nous ne demandions pas la réouverture de nos librairies. Nous ne voulons pas être des vecteurs de propagation du virus. ».

De bonne foi, de nombreuses personnes ont ainsi pu se tromper complètement en pensant que le gouvernement jugeait prioritaires les bureaux de tabac plutôt que les librairies. Il est vrai que la plupart vendant les journaux il pouvait y avoir ambiguïté. [↔]

6. – « Sur le plan intérieur, quelques légitimes réserves, ont, comme toujours, été émises dans la phase d’instruction, souligne Jean-Pierre Raffarin, mais la communauté scientifique — l’Inserm, l’Institut Pasteur, le P4 de Lyon et Alain Mérieux — avait les arguments pour les lever et convaincre le président et les six ministres concernés, je ne me souviens pas de problème lors des réunions interministérielles. » Alain Mérieux a fait campagne en faveur de la demande chinoise d’un laboratoire P4 dès le milieu des années 1990. « Le monde de la défense était extrêmement réservé, rapporte à Mediapart un haut cadre de sécurité nationale. Les risques liés à des projets biologiques secrets de la Russie et de la Chine étaient constamment dénoncés par les services de renseignement. Mais un rouleau compresseur pro-chinois essayait de faire croire qu’il s’agissait d’un grand projet. Durant la période de cohabitation [1997-2002, NDLR] nous avons bâti une stratégie pour mettre un feu rouge, en opposant des demandes de garanties aux projets d’accords qui se sont succédé. » « Le pouvoir politique ne voulait pas faire obstacle à cette demande de la Chine », et l’administration étant divisée, le clan Mérieux a fini « par avoir gain de cause », poursuit le haut fonctionnaire. « On savait tous qu’il y avait un risque. La question était : est-ce que cette prise de risque en vaut la peine ? Et aussi est-ce que l’on pourra contrôler l’installation ou pas ? La plupart des experts jugeaient à juste titre qu’on ne contrôlerait rien du tout. » [↔]
7. – HAS : Choix méthodologique pour l’évaluation économique à la HAS, 82 p., octobre 2011. [↔]
8. – <https://www.cairn.info/revue-du-mauss-2013-1-page-25.htm>. Et pour tout ce passage, cf. l’article de Benjamin Lalbat aka Ben Malacki pour L’orage.org : « Restructuration et rentabilité statistique à travers la gestion pandémique. Chapitre 1 » <https://lorage.org/2020/05/22/restructuration-et-rentabilite-statistique-a-travers-la-gestion-pandemique-chapitre-1-criteres-de-rentabilite-covid-19-et-reification-de-la-maladie/> [↔]
9. – Nous ne faisons pas référence ici à l’épargne des riches, car sur les 48 milliards de flux nets outre ce qui a rejoint les dépôts à vue des comptes courants, la grande majorité des dépôts rémunérés a été placée sur un livret A. Par ailleurs, les ménages se sont désendettés au niveau de 4,5 milliards, soit une épargne totale de presque 55 milliards. Cela représente deux à trois fois plus qu’à l’habitude. [↔]
10. – Le nouveau PDG, J.-D. Sénard tient à préciser dans un entretien au journal Le Monde du 29 mai, suite à une question que tout le monde se pose sur un prêt qui aboutirait à

des licenciements même s'ils ne sont pas « secs » : « le prêt à Renault n'est pas un prêt de l'État, mais un prêt des banques garanti par l'État et donc à rembourser. » [↩]

11. – Cf. Relevé de notes II, note 2. Quant au coût fixe, il devrait en théorie être rapporté à des coûts unitaires calculés sur 1,1 million de véhicules produits/an alors que l'entreprise n'en produit plus que 650 000. Ghosn a représenté l'archétype du mondialisateur poussant au gigantisme dans une période traversée par le scandale du **dieselgate**, la demande décroissante de véhicules thermiques par une population plus sensible aux questions climatiques et de plus en plus persuadée que les **incitations vont** porter sur l'acquisition de voitures électriques, la demande faiblissante depuis de longs mois en Chine avant même le coronavirus...D'où le problème des stocks. [↩]
12. – À Édouard Philippe qui a promis de sauver les sites Bruno Le Maire répond en fustigeant « la politique qui a échoué, celle qui consiste à faire de grandes déclarations sur les micros en disant : "j'exige de Renault qu'il ne fasse aucune fermeture de site et qu'il ne se sépare d'aucun salarié". Tout ça ce sont les vieilles déclarations du **XXe siècle**, pas la politique du **XXIe** » (entretien sur BFM-TV, le 25 mai). [↩]